

2 | REBOOTER L'HUMANITÉ : PLAN D'AVENIR POUR 2049 ?

La version originale de cet article a été publiée dans le Green European Journal

[LAURENT STANDAERT | Rédacteur en chef du Green European Journal et chercheur-associé Etopia & ROSI BRAIDOTTI | Professeure honoraire à l'Université d'Utrecht, Pays-Bas]

La quatrième révolution industrielle est à nos portes et elle est là pour durer. Comment les progressistes peuvent-ils reprendre aux géants de la technologie le contrôle de la situation afin que tous, et pas seulement une poignée de privilégiés, puissent en recueillir les bénéfices ? Le rédacteur en chef du Green European Journal, Laurent Standaert, s'est entretenu avec la philosophe Rosi Braidotti sur la question suivante : comment devons-nous examiner ce que signifie le fait d'être humain ? Comment rendre à la fois équitable et inclusif notre monde de plus en plus robotisé ?

Laurent Standaert : Vous êtes une personne qui étudie déjà le futur dans le présent.

Rosi Braidotti : Disons que je porte sur le présent le même regard que mes mentors et mes maîtres en philosophie, qui consiste à examiner sa généalogie et à poser la question « comment sommes-nous arrivés à ce point ? » Prenez par exemple la généalogie de la psychanalyse de Foucault, dans laquelle il a analysé son évolution et ses institutions, depuis les prisons des temps médiévaux aux asiles, en passant par les maisons de fous et les instituts psychiatriques. Lui et d'autres se demandaient comment on peut détecter dans le présent les germes du futur. Comment apparaissent les nouvelles figures rhétoriques et catégories discursives qui vont gouverner nos vies ? Observez par exemple comment la nouvelle catégorie discursive du « terroriste » a évolué jusqu'à toucher notre quotidien, nos institutions, nos idées et

nos politiques, à tel point qu'elle modèle notre société et influe sur ses développements technologiques.

Finalement, ce qui est vraiment important et intéressant, c'est ce que nous sommes en train de devenir. À ceux qui critiquent cette manière de travailler et qui la qualifient de « marketing », en l'assimilant à ce que font les responsables de la recherche et développement au sein de Google et des laboratoires privés, je réponds : « Et alors ? » C'est ce que j'appelle pour ma part l'argument accélérationniste de la gauche et des progressistes. Allons-nous laisser la sphère privée dessiner les plans d'avenir, ou les progressistes vont-ils influencer sur les idées dominantes et contrer les tendances néolibérales ? Quand le département marketing de Google pousse dans une direction – essentiellement la quête du profit et une certaine conception de l'humain – nous devons pousser le futur vers une autre direction : la participation démocratique, la solidarité, le partage des richesses, etc.

Quels sont les plus grands défis se posant aux forces progressistes dans l'appréhension de la technologie, qui aujourd'hui est, soit présentée aux travailleurs comme une menace, soit vendue aux citoyens comme la panacée pour la démocratie et la société ?

Une des premières choses à faire aujourd'hui pour la gauche et les progressistes, c'est de se débarrasser de la méthodologie sociale constructiviste, dualiste, qui est devenue notre mode de pensée. Elle est binaire ; il y a « eux » et il y a « nous », la nature et la culture, les machines et les humains. Surtout, l'idée d'une antinomie entre la technologie et l'humanité est ridicule. Demandez à vos lecteurs qui s'opposent à la technologie de débrancher tous leurs appareils. Et même de les jeter à la poubelle. En fait, plus personne ou presque ne s'oppose aux technologies parce que nous ne pouvons pas vivre sans elles, parce que ce ne sont pas des appareils. Ces machines se confondent avec nous, elles sont nos prolongements. Cette évolution est massive et la gauche entretient avec la technologie une relation marquée tant par la peur que par la contradiction, essentiellement parce qu'elle n'a pas de meilleure idée à proposer. Et cette confusion

revient à penser que le smartphone avec lequel vous êtes en train d'enregistrer cet entretien est extérieur aux êtres humains.

Allons-nous laisser la sphère privée dessiner les plans d'avenir ou les progressistes vont-ils influencer sur les idées dominantes et contrer les tendances néolibérales ?

La quatrième révolution industrielle est là et elle est extraordinaire dans ses aspects tant positifs que négatifs. L'intelligence artificielle remplacera des millions d'emplois et l'ordre économique est en mutation. La tâche de la gauche et des progressistes devrait être de gérer cette transition, parce qu'on assiste à la polarisation des ressources et que ceux qui sont en bas de l'échelle sont particulièrement défavorisés. Il faut donc rétablir la situation des personnes qui ont été laissées pour compte à cause de la rapidité et de la violence des transformations, mais aussi en raison de certaines formes de résistances dépassées. Il est nécessaire d'avoir un modèle de solidarité comme au xx^e siècle, mais cela ne suffira pas parce que la révolution technologique continue, avec ses conséquences sociales. Les réseaux informatiques continueront de générer des richesses gigantesques et des disparités considérables au niveau de l'accès à ces richesses. L'idée que nos vies – sociales et économiques – sont médiées par la technologie et que nous consommons et générons des données gratuitement nuit et jour est une notion qui a été investie non pas par la gauche, mais bien par la droite, avec l'étiquette « paye à mesure que tu consommes ». Le profit guide le développement technologique. Nous devons prendre une direction différente et transformer cette technologie en droit humain universel et gratuit.

Ce qui m'inquiète, c'est que les progressistes et la gauche ne parviennent même pas à tomber d'accord sur ce diagnostic : notre sphère sociale est guidée par la technologie. Or cette évolution est là pour durer. Au-delà des problèmes qu'elle pose, la quatrième révolution industrielle est une perspective passionnante et je ne vois pas pourquoi nous ne pourrions pas avoir une économie orientée vers le futur avec des mécanismes de solidarité et de redistribution actuels.

Quelle structure de gouvernance et quelles institutions nous faudrait-il pour créer cet effet ?

Plus d'Europe ! La puissance et l'unité fiscales sont absolument cruciales pour mettre en place des programmes de régulation et de redistribution. Et oui, l'UE peut tout à fait s'occuper de la redistribution des revenus, de la solidarité et du blocage des monopoles de Facebook, Uber, AirBnB et d'autres qui, en substance, gèrent des opérations fiscales illégales. Lorsque l'UE a pris des mesures drastiques vis-à-vis de Facebook au moyen du RGPD, son fondateur et CEO Mark Zuckerberg a déplacé deux milliards de comptes de l'Irlande à la Floride du jour au lendemain. Ces gens sont les Rockefeller et les Guggenheim de notre époque, et nous devons les attaquer. Quand l'OCDE prédit que des millions d'emplois iront aux robots d'ici 2030, nous devons agir dès maintenant à l'échelon européen parce que la transition est déjà en action. Les gens ne sont pas stupides, et ils seront en colère quand leurs emplois disparaîtront. En l'absence de réponse, ils se tourneront vers l'extrême droite, par désespoir, en quête d'un « homme fort » capable de résoudre leurs problèmes. Nous pouvons éviter ce scénario si nous sommes totalement clairs sur la nécessité de redistribuer ce que nous avons et de former les gens à la nouvelle économie.

Avoir une gouvernance européenne à cet égard est l'unique modèle à disposition. Il est tragique que les eurosceptiques de la gauche fondent leur scepticisme sur un modèle économique datant du XIX^e siècle (pendant que ceux de la droite retombent dans un nationalisme virulent). Il incombe aux progressistes et à la gauche de produire une alternative crédible ancrée dans le présent et le futur, pas dans le passé.

Selon vos termes, la gauche semble avoir complètement ignoré les bouleversements tectoniques qui font « glisser » l'économie et la technologie.

La gauche a manqué les signaux précoces annonçant les transformations du capitalisme dans les années 1970, lorsque Gilles Deleuze, Félix Guattari et d'autres penseurs post-structuralistes ont expliqué – dans le sillage des retombées politiques de Mai 68 – que le capitalisme ne

rompt pas, mais qu'il plie et s'adapte. Le paradigme dialectique était inadéquat : nous ne pouvions pas et nous ne pouvons pas continuer avec le « eux et nous ». Les penseurs post-structuralistes disaient que nous faisons nous-mêmes partie du problème : nous aimons notre télévision, notre cinéma et les technologies actuelles. Elles sont tellement séduisantes qu'elles ne peuvent que prendre leur essor, et nous produisons toujours davantage d'informations. Le capitalisme n'a pas besoin d'une base industrielle, il peut inventer de nouveaux produits ; une économie financière est déconnectée de l'économie réelle. Dans les années 1990, Félix Guattari a commenté dans *Les trois écologies* la montée en puissance du capitalisme de l'information, où il décrit des personnages à la Donald Trump comme emblématiques de cette économie. La gauche n'a pas voulu l'écouter !

Mais la technologie aujourd'hui va beaucoup plus loin que les technologies de l'information. Elle touche parfois à l'essence même de la vie.

Effectivement, le capitalisme avancé s'appuie sur des algorithmes et sur des codes biogénétiques. Il capitalise sur la vie et les systèmes de vie. Dans ce contexte, il n'a pas besoin d'une base industrielle pour prospérer – la main-d'œuvre (sous-)payée n'est pas l'unique source de sa valeur ajoutée. À l'heure qu'il est, la rencontre entre la biologie et la technologie génère une bioéconomie qui envahit notre système corporel, des aliments que nous ingérons aux produits que nous utilisons pour prendre soin de nous. La viande artificielle est déjà une vieille histoire – nous pouvons produire assez de viande synthétique dans les laboratoires pour nourrir la Chine.

Une position progressiste consisterait à débattre, par exemple, du bien-fondé d'avoir une nouvelle industrie alimentaire biotechnologique, pratiquant des prix modérés et libre d'accès, ou s'il faut lui préférer l'agroécologie. Mais l'important est surtout que nous ne pouvons pas laisser ces développements à droite et à des entreprises non réglementées et en quête de profit. Pourquoi n'y aurait-il pas un biosocialisme dans le futur ? Actuellement, si un de mes collègues du département des sciences de la vie brevète un nouveau type de carotte, ce légume sera sa

propriété privée. Comment pouvons-nous permettre une telle chose ?

Qui va rompre avec ce système et proposer un nouveau paradigme ? Les hackers ? Les pirates informatiques, les gestionnaires de biens communs numériques ?

Les hackers, les pirates informatiques et les personnes qui gèrent des biens communs numériques facilitent le changement, mais rien ne peut réellement advenir sans l'implication des citoyens à part entière, et sans un soutien institutionnel de poids – un changement beaucoup plus grand public comme le rachat des géants de la technologie par l'UE ou des sociétés pharmaceutiques fabriquant les médicaments contre le VIH par l'Afrique du Sud. Les universités ont à cet égard un rôle très important. Leur basculement dans le néolibéralisme est une catastrophe injustifiable parce qu'il n'a pas généré assez de critiques. Les universités deviennent des machines à faire de l'argent. Depuis quand les universités doivent-elles faire du profit et se concurrencer sur les marchés financiers ? Elles avaient coutume d'avoir le statut d'organismes de bienfaisance et elles participent à présent à la monétisation des connaissances. L'université est une institution pluriséculaire dont le modèle a survécu à des révolutions et à des changements massifs à travers l'histoire, de la presse de Guttenberg jusqu'à l'ordinateur. Et il faudrait qu'elles inspirent tout à coup des banques et des entreprises ?

Revenons à la technologie, vous dites qu'elle permet une discussion beaucoup plus profonde sur l'humanité ?

Oui, et une grande part des phénomènes que je décris dans mes ouvrages relève de l'économie actuelle. Que ce soit Amazon ou les hôpitaux, leur gestion est de plus en plus l'affaire de l'IA et des robots : de la logistique aux processus de décision, en passant par la chirurgie et ces robots qui s'occupent des personnes âgées ou qui bercent les bébés ! C'est sur ce point que je suis en désaccord fondamental avec les transhumanistes, qu'ils vivent à Oxford ou dans la Silicon Valley. Ils placent le post-humain dans le futur de façon à pouvoir s'extraire de

la réalité présente. Les érudits d'Oxford sont en train de transposer la formule dominante de la Silicon Valley dans le monde de la recherche. Leur thèse est que les machines sont plus rapides et meilleures que le cerveau et le corps humains actuel, et qu'il nous faut par conséquent améliorer l'être humain, afin qu'il soit compétitif et capable de surpasser la machine. Mais qui décide ce que les machines peuvent ou pourraient faire ? Qui décide qui sera « amélioré » pour devenir un humain super-intelligent ?

Les transhumanistes d'Oxford lient leur thèse au concept de l'agent individuel libéral qui est épistémologiquement l'image humaniste, eurocentrique, masculine, hétéronormative et souveraine du sujet. Ce que je dis est exactement à l'opposé : tournons le dos à l'individu libéral, introduisons de la subjectivité nomade, des liens transversaux et pensons-nous plutôt toujours comme une assemblée, comme une multiplicité complexe, comme une pluralité. Aller au-delà de « l'humain opposé à la nature opposée à la machine » est déjà une bonne façon de recomposer un ordre démocratique différent.

Alors effectivement, l'unité d'assemblage est un individu, mais totalement amélioré, transversal, connecté et médié. Cette vision et cette attitude philosophique et politique nous permettent de nous « relaxer » dans la technologie et de la réorienter pour le bien de la société et de la planète.

En d'autres termes, le « posthumain » va largement au-delà de la technologie et du transhumanisme ?

Le post-humain est une manière de marquer où nous en sommes dans l'évolution. Ce n'est pas que « nous serons un jour des post-humains », le processus se déploie progressivement, il est en cours. Le post-humain est lié au déplacement de la centralité du cerveau anthropomorphique en tant que producteur de connaissances ; et ce sont aussi des convergences. La quatrième révolution industrielle se définit par la convergence des technologies : technologies de l'information, géotechnologies, biotechnologies et nanotechnologies. La viande artificielle est une combinaison de cellules souches, de

substances neurologiques et, bien entendu, des ordinateurs et encore des ordinateurs. Le réseau numérique est le point de départ et tout converge.

Nous avons énormément à apprendre de ce qui a été longtemps exclu de « l'humanisme », comme les femmes et les peuples indigènes.

Mais nous ne pouvons échapper au fait que tout cela se déroule dans le cadre de ce qu'on appelle habituellement « la sixième extinction ». Le lien entre la quatrième révolution industrielle et la sixième extinction est le chaînon manquant. Impossible pour nous de passer complètement au post-humain en restant coincé dans une ancienne conception de l'humanisme qui exclut les femmes, les féministes, les peuples indigènes, la pensée post-coloniale, les étrangers, les réfugiés, la nature et les animaux.

Nous ne pouvons même pas commencer à réfléchir sur ce qui cesse d'être exactement. Et si la quatrième ère industrielle est ce que nous sommes en train de devenir, qu'est-ce qui cesse d'être ? Malheureusement, la quatrième révolution industrielle et la sixième extinction sont de plus en plus déconnectées. Mon exemple favori, ce sont les bitcoins et les cryptomonnaies. Une technologie magnifique, si ce n'est qu'un calcul montre que la blockchain consomme autant d'électricité que toute l'Islande. Doit-elle exister ? Depuis la perspective de la sixième extinction, la quatrième ère industrielle ressemble à un suicide, à moins que nous ne commençons à envisager la redistribution en suivant des lignes à la fois non humaines et humaines.

Aujourd'hui, dire aux citoyens que le climat change, que tout est connecté et les impliquer sans causer une hystérie collective semble utopique. À la place, nous avons la médiocrité radicale d'un système politique qui se refuse à annoncer la nouvelle, à savoir que nous ne pouvons pas nous permettre la quatrième ère industrielle. Personne ne veut y intégrer l'écologie radicale, il n'existe pas de calculs des coûts et des risques qui tiennent compte de la terre en tant que moteur principal. Quelques pays avancent à petits pas en accordant la personnalité juridique à la nature et en défendant les peuples indigènes, et à cela nous pouvons ajouter le droit international et les

conventions internationales, mais cela ne nous mènera pas bien loin. Nous devons tirer des enseignements de tout ce qui a été si longtemps exclu de « l'humanisme », des femmes aux peuples indigènes. Eux ont pris soin de la terre pendant des millénaires alors qu'il n'a pas fallu 150 ans à l'humanisme occidental pour la détruire. Mais la Silicon Valley et les gouvernements occidentaux prêtent-ils seulement l'oreille à ce discours ? Ils représentent la nature désincarnée et détachée de ce que la science occidentale, européenne en action peut avoir de pire.

Pour moi, la solution est à rechercher dans le féminisme. Le féminisme dit que nous devons apprendre à vivre différemment. Mais demander aux gens de changer de mode de vie, c'est apparemment leur demander beaucoup. Le capitalisme le fait, cent fois plus puissamment, en supprimant des emplois, en détruisant les structures familiales, en modifiant profondément nos modes de vie, passés et présents, mais ce n'est pas grave parce que ça, c'est le « progrès ». Et si nous demandons aux gens de changer, de prendre une direction différente, c'est de l'utopie ! L'enseignement essentiel du féminisme est de remettre en question notre mode de vie et de parler d'une expérience fondée sur la réalité, pas sur une boîte noire que nous appelons la conscience humaine. Être ancré et se sentir responsable de la planète est une autre contribution de la théorie post-coloniale. C'est une critique de la mondialisation telle qu'on nous la vend – un processus désincarné et abstrait, des capitaux se déplaçant dans les airs et sur internet. Je ne suis pas opposée à l'économie de marché ; le capitalisme est juste une économie de marché très mauvaise, non durable.

À quoi ressemblerait l'Europe de 2049 ?

Mon Europe, en 2049, aurait conservé ses acquis démocratiques et ne serait pas en guerre. Internet y serait gratuit pour tous, d'un bout à l'autre du continent. Sa population verrait la technologie comme une partie de ce qu'elle fait et de la façon dont elle vit. Les robots seraient inclus comme des amis et des collègues parce que nous aurions fait en sorte que la population les perçoive de cette manière en redistribuant les richesses accumulées grâce à la quatrième révolution industrielle. Je vois de nouvelles formes de « compétences », des gens

qui travaillent moins parce que le travail est moins nécessaire, mais impliqués au niveau le plus local. Une renaissance du local, qui revivifie les communautés, permet d'éviter la mort des centres-villes et de n'abandonner personne sur le bord du chemin.

Je rêve que nous puissions rendre la sixième extinction évitable d'ici 2030. Si ce souhait résonne comme une utopie, c'est parce que nous n'avons pas encore cet espace de démocratie et de solidarité qui permet et alimente l'intelligence critique. Ce sera une Europe dont le système politique et économie ne maintient pas les citoyens dans l'obscurité. Les institutions aideront les citoyens à comprendre les conditions de leur liberté et de leur absence de liberté. Il y a beaucoup de choses que nous pouvons faire pour améliorer notre intelligence collective, pour que nos citoyens soient responsabilisés, dynamiques, et pour avoir un système qui ne crée pas des générations et des classes de dépossédés. L'intelligence collective donne de l'espoir et il ne fait aucun doute qu'elle peut aider à régler les vrais problèmes de notre planète et de nos sociétés.